



Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN)

2011

-République du Sénégal-



Gouvernement
du Sénégal



Programme
Alimentaire
Mondial



BILL & MELINDA
GATES foundation



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération
au développement



MDG **IF**
FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



LE SENEGAL - UNE PAUVRETE PERSISTANTE

En dépit des progrès réalisés sur le plan économique au cours de la dernière décennie, le Sénégal reste un des pays les moins avancés du monde. Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,411, il occupe la 144^{ème} place sur les 169 pays classés par le PNUD en 2010¹.

La moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En milieu rural la sévérité et la profondeur de la pauvreté ont augmenté entre 2005 et 2009, passant de 62 pour cent à 63 pour cent,² notamment accroissant les inégalités. Ce facteur, conjointement à la forte croissance démographique du pays (estimée à 2,5 pour cent par an) qui contribue à augmenter le nombre de pauvres, fait qu'il faut plus de ressources que par le passé pour éradiquer la pauvreté.

Les ressources principales du pays sont la pêche, le tourisme et la production de l'arachide qui est la principale culture de rente. L'agriculture est saisonnière et pluvial avec environ 70 pour cent de la population impliquée dans le secteur, mais contribuant avec seulement 13,7 pour cent au Produit Intérieur Brut³.

Les éléments qui freinent le développement du pays sont la pauvreté chronique, l'insécurité dans la Casamance qui perdure depuis les années 1990, le changement climatique qui cause d'une part la diminution de la pluviométrie et d'autre part des inondations récurrentes, la crise du secteur arachidier, la baisse des prix mondiaux du coton ainsi que la raréfaction des ressources halieutiques du fait de leur surexploitation.

Au-delà de ces facteurs la hausse mondiale des prix des vivres et du pétrole à partir de 2008 a eu un impact majeur sur l'économie, le pays important la moitié des besoins céréaliers et à peu près le 70 pour cent des besoins en vivres. Les ménages les plus vulnérables ont vu leur pouvoir d'achat chuter et en conséquence leur accès aux vivres se dégrader. Ces ménages ont aussi été affectés par la chute des remises d'argent des émigrés, en conséquence de la crise mondiale.

Dans ce contexte, le gouvernement du Sénégal avec ses partenaires techniques et financiers a mené une étude sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition des enfants de 6-59 mois et des femmes en âge de procréer. Cette étude constitue une référence de données fiables et permet de comprendre les dimensions multiples de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en milieu rural ainsi que dans quatre zones urbaines pour le développement et la mise en œuvre d'interventions multisectorielles appropriées.



¹ Rapport sur le Développement Humain Durable 2010, PNUD.

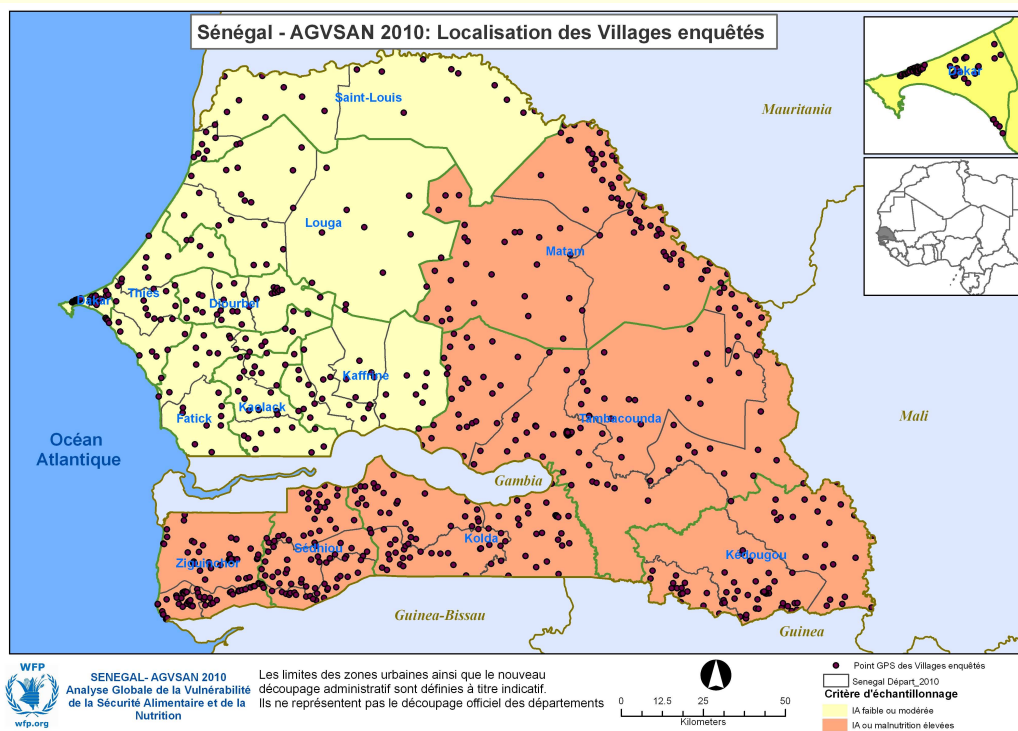
² Evaluation sur base d'enquêtes des progrès accomplis dans la stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté au Sénégal, 2010, Prospère Backiny et al.

³ Données de 2010.



Méthodologie

Les résultats ci-dessous sont basés sur une approche méthodologique intégrée combinant les techniques quantitatives comme qualitatives. Ainsi un échantillonnage stratifié à deux degrés a été utilisé pour la sélection de 10 333 ménages, des 13 434 enfants âgés de 6 à 59 mois et des 16,969 femmes en âge de procréer, répartis dans les 14 régions du pays et dans les 5 communes (constituant les quatre strates urbaines). La carte ci-dessous montre les localités visitées lors de cette étude.



L'INSECURITE ALIMENTAIRE

C'est un problème rural avant tout

La sécurité alimentaire est définie comme suit lorsque « *tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* »⁴. Elle a été évaluée par le score de consommation alimentaire (SCA)⁵.

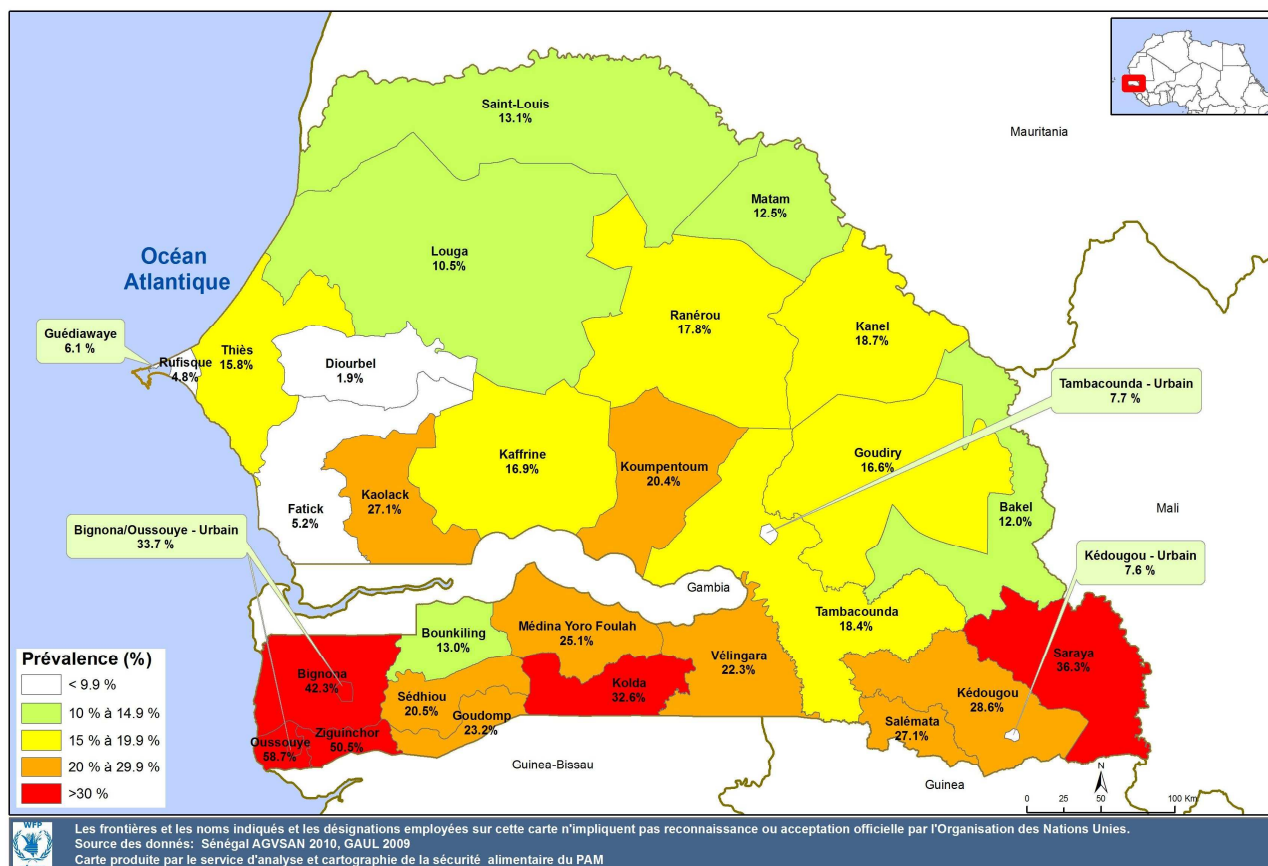
Les ménages ruraux sont plus en insécurité alimentaire que les ménages urbains (15,1 pour cent ou 104 853 ménages en milieu rural contre 8,6 pour cent ou 7 106 ménages dans les quatre strates urbaines). En milieu rural 11,4 pour cent sont en insécurité alimentaire modérée et 3,7 pour cent sévère. En milieu urbain, 6,6 pour cent sont en insécurité alimentaire modérée et 2 pour cent sévère. Comme la carte montre les régions de Ziguinchor, Kédougou, Sédhiou sont les plus en insécurité alimentaire.

⁴ Sommet mondial pour l'alimentation, 1996.

⁵ Pour l'utilisation de ce score se référer à la page web <http://www.wfp.org/content/technical-guidance-sheet-food-consumption-analysis-calculation-and-use-food-consumption-score-food-s> et aux directives «*Food consumption analysis, calculation and use of the food consumption score in food security analysis*», WFP, février 2008.



Sénégal : prévalence de l'insécurité alimentaire



Les ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux classes les plus pauvres

44 pour cent et 53 pour cent des pauvres vivent en insécurité alimentaire respectivement en milieu rural et en milieu urbain. Les ménages les plus riches du milieu urbain en insécurité alimentaire ne représentent que 4 pour cent. Les ménages les « plus pauvres » dépendent largement du travail journalier, de la pêche, du commerce informel, des aides/dons et de l'exploitation des ressources forestières. Ces mêmes ménages possèdent très peu d'animaux, leur production céréalière est très faible, le revenu par personne est très bas et la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est élevée.

L'enclavement chez les ruraux entraîne une plus forte probabilité à l'insécurité alimentaire

L'enclavement contribue à fragiliser les populations surtout pendant la période des pluies, de juin à septembre. En effet, en raison de la dégradation des routes par les pluies, les inondations et la remontée des eaux, la moitié des villages en zones rurales et un tiers des quartiers en zones urbaines sont inaccessibles une partie de l'année. Or, pendant cette période qui correspond à la période de soudure, la disponibilité alimentaire est à son minimum dans les ménages et les prix généralement à leur maximum.

La structure du foyer et le niveau d'éducation du chef de ménage jouent sur la sécurité alimentaire

En milieu urbain où les ménages sont davantage dépendants de leur pouvoir d'achat pour couvrir leurs besoins alimentaires, les ménages dirigés par des femmes ont plus de risques d'être en insécurité alimentaire.

Avec un niveau d'éducation généralement plus bas, elles ont plus de difficultés à accéder à des moyens d'existence générant des ressources stables et égales aux hommes.



Le nombre de dépendants pèse négativement sur la sécurité alimentaire des ménages. Le fait d'avoir un grand nombre de dépendants de moins de 18 ans et de plus de 65 ans constitue un poids supplémentaire pour les ménages contribuant à l'insécurité alimentaire.

L'analphabétisme du chef de ménage contribue à une probabilité deux fois plus élevée d'insécurité alimentaire que si le chef de ménage est alphabétisé. En milieu urbain en particulier, l'alphabétisation constitue un atout quasi nécessaire pour accéder à des sources de revenus plus lucratives et plus stables.

L'efficacité du système éducatif reste encore faible. Malgré les progrès



Le nombre de dépendants pèse négativement sur la sécurité alimentaire des ménages. Le fait d'avoir un grand nombre de dépendants de moins de 18 ans et de plus de 65 ans constitue un poids supplémentaire pour les ménages contribuant à l'insécurité alimentaire.

Les facteurs de sécurité alimentaire pour les ruraux

La diversification des sources de revenus. Plus les sources de revenus sont diversifiées, plus le ménage est en sécurité alimentaire. Elle offre une plus grande capacité à générer ou stabiliser des liquidités financières et à réduire les vulnérabilités liées à l'agriculture.

Plus la part des transferts dans les revenus est importante et plus les ménages sont en sécurité alimentaire. Les transferts constituent pour les ruraux une source de disponibilité financière 'plus stable' que d'autres sources de revenus.

La possession de bétail. Les ménages qui possèdent trois UBT ou plus sont plus en sécurité alimentaire que ceux qui en ont moins. En effet, la possession de bétail conditionne la capacité à vendre pour générer des disponibilités financières nécessaires à l'achat de céréales et donc à la couverture des besoins alimentaires.

L'accessibilité physique aux marchés. Deux variables influencent de façon déterminante la sécurité alimentaire des ménages : la distance pour atteindre les principaux marchés d'approvisionnement et surtout le niveau d'enclavement.

La taille du ménage. Plus les membres sont nombreux plus le ménage est en sécurité alimentaire. Un ménage de grande taille a une plus grande capacité productive. Cependant, le taux de dépendance est associé négativement à la sécurité alimentaire: avoir un grand nombre de dépendants de moins de 18 ans et de plus de 65 ans reste donc un poids pour les ménages.

remarquables dans l'accès à l'éducation (le Taux Brut de Scolarisation - TBS - au niveau élémentaire est passé de 65 pour cent en 1999 à 92,5 pour cent en 2009⁶), l'évolution du Taux d'Achèvement au Primaire (59,6 pour cent en 2009) reste faible loin de la cible de 90 pour cent à l'horizon 2015.

En milieu rural, trois quarts des chefs de ménages n'ont aucun niveau d'éducation. En milieu urbain, près de la moitié des chefs de ménage n'ont aucun niveau d'éducation. Un chef de ménage sur deux est analphabète en milieu rural et 37 pour cent en milieu urbain.

L'absence d'écoles proches du lieu d'habitation est bien sûr le frein principal à la scolarisation des enfants. Toutefois, l'efficacité du système éducatif est aussi limitée par des facteurs internes tels que la précarité des conditions d'apprentissage, le nombre d'abandons et de redoublements, la relative faiblesse de la couverture des écoles rurales et périurbaines en cantines, la défaillance du soutien nutritionnel et la gestion du quantum horaire.

⁶ Source du TBS et du taux parité garçon/fille: UNESCO Global Monitoring Report 2010.



LA MALNUTRITION

La malnutrition est surtout un problème rural

Près de 20 pour cent des enfants ruraux de 6 à 59 mois présentent un retard de croissance staturale (9 pour cent en zone urbaine). La prévalence de l'insuffisance pondérale est de 18 pour cent en milieu rural contre 10 pour cent dans les zones urbaines.

En ce qui concerne la malnutrition aigüe près de 10 pour cent des enfants en souffrent en milieu rural dont 1,7 pour cent sous forme sévère. Dans les strates urbaines le taux est de 8,6 pour cent et la forme sévère de 1,5 pour cent. Kédougou et Kolda sont les deux régions où la prévalence de la malnutrition chronique globale est supérieure au seuil de 30 pour cent considéré comme préoccupant. Les régions de Sédhiou et Kaffrine peuvent également être considérées comme étant en situation nutritionnelle critique pour la malnutrition chronique, avec respectivement des prévalences de 29 pour cent et 26 pour cent. Aucune des strates urbaines ne présentent des taux de malnutrition chronique globale au-dessus du seuil des 30 pour cent.

Pour ce qui est de la malnutrition aigue globale, la région de Matam et l'ensemble de ses trois départements dépassent le seuil critique de 15 pour cent, de même pour les départements de Bakel et de Tamba dans la région de Tambacounda. A Matam et Tamba les prévalences de la MAG sont respectivement de 22,7 pour cent et de 14,1 pour cent. D'autres régions comme Louga, Diourbel, Kaffrine et Kolda ont des prévalences de MAG supérieure à 10 pour cent considérées comme une situation d'alerte nutritionnelle.

Prévalence de la malnutrition par milieu, sexe et âge

			Malnutrition Aigue	Malnutrition chronique	Malnutrition pondérale
Milieu rural	Age	6-24 mois	11,1 %	18,1 %	17,4 %
		24-59 mois	9,1 %	21,4 %	18,0 %
	Sexe	garçons	10,8 %	21,9 %	19,3 %
		filles	8,7 %	18,4 %	16,3 %
Milieu urbain	Age	6-24 mois	12,0 %	7,1 %	10,7 %
		24-59 mois	7,1 %	10,3 %	9,7 %
	Sexe	garçons	8,6 %	9,5 %	9,1 %
		filles	8,6 %	9,2 %	11,1 %

Les jeunes enfants (6-23 mois) sont plus affectés par la maigreur ; les plus âgés (24-59 mois) par le retard de croissance en taille

Ces constats mettent en cause l'existence de pratiques et attitudes clés défavorables aux pratiques d'allaitement, d'alimentation et de soins chez le jeune enfant. Par ailleurs, le retard de croissance est le reflet d'une évolution plus latente est plus présent chez les enfants les plus âgés ayant probablement fait face à des épisodes récurrentes de déficit calorique et/ou de maladies.

La diète des jeunes enfants est globalement peu diversifiée. En zones urbaines comme en zones rurales, plus de trois quart des enfants ont une consommation alimentaire généralement pauvre en protéines, vitamines et minéraux ne leur assurant pas une croissance optimale. Cette faiblesse notée dans leur alimentation, durant leur jeune âge peut avoir des conséquences néfastes voire irréversibles.



sécurité alimentaire. Cependant les ménages ruraux sont plus pauvres que ceux urbains (43 pour cent contre 10 pour cent). Dans les départements de Koumpentoum (région de Tambacounda) et Salemata (région de Kédougou) plus de la moitié des ménages sont considérés pauvres, avec des taux qui arrivent à 80 pour cent à Ranérou (région de Matam). Les régions les plus pauvres sont celles de Matam, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Kaffrine, où plus de 50 pour cent des ménages se trouvent dans les classes les plus pauvres.

Pendant l'année qui a précédé l'enquête 62 pour cent des ménages ruraux et 53 pour cent des ménages urbains ont contracté une dette, la raison principale étant l'achat de vivres (56 pour cent des ménages), ce qui explique la nature saisonnière des emprunts, qui augmentent vertigineusement pendant la soudure (69 pour cent des ménages ont une dette importante en aout).

Les systèmes de vie les plus pauvres sont ceux qui dépendent de l'aide, des ressources forestières, du travail journalier et de l'agriculture. Ceux ayant le revenu le plus bas sont les agriculteurs de l'arachide, du coton (ayant un revenu mensuel de 6.956 francs CFA), les travailleurs journaliers (9,201 francs CFA), les agriculteurs de subsistance (9,546 francs CFA) et ceux dépendant des donations (9,598 francs CFA). En ville le travail formel fournit un salaire de 39,736 francs CFA.

Production agricole à la hausse mais insuffisante

Plus de trois quart des ménages ruraux pratiquent l'agriculture. Le secteur primaire, qui compte pour 13,7 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) a subi des chutes de performance dues aux mauvaises campagnes agricoles de 2006/07 et 2007/08 mais connaît une reprise depuis la campagne 2008/09.

L'agriculture sénégalaise est essentiellement saisonnière et pluviale, reposant à la fois sur des cultures de rente (arachide et coton) et de subsistance (mil, sorgho, maïs et riz). La majorité des agriculteurs sont des petits exploitants qui cultivent la terre sur des régimes fonciers traditionnels⁷ et qui pratiquent des assolements traditionnels caractérisés par une faible productivité des terres et du travail.

La production céréalière nationale est structurellement déficitaire. De 2000/2001 à 2007/2008, le taux de couverture des besoins céréaliers par la production nationale a oscillé entre 31 et 59 pour cent. Cependant, de 2008 à 2010 ce taux a atteint à chaque fois 65 pour cent des besoins annuels en céréales, grâce au bon niveau de la production enregistré.

Les performances médiocres du secteur s'expliquent par un contexte international plutôt défavorable (répercussions de la baisse des prix de l'arachide et du coton), par une mauvaise maîtrise des ressources en eau, ainsi que par une dégradation des ressources productives, notamment des sols et des intrants (équipements, semences, engrais) dont la filière a été déstructurée suite au désengagement de l'Etat à la fin des années 1980.



⁷ La terre ne leur appartient pas mais reste propriété de l'Etat, ce qui pose des problèmes en termes d'investissement dans l'agriculture et d'allocation de la terre aux utilisateurs qui ont de plus grandes capacités productives.



Dépendance des marchés et hausse des prix

L'achat est de loin la première et principale source d'acquisition des aliments consommés (87 pour cent et 97 pour cent respectivement pour le milieu rural et urbain). Les trois quarts des ménages sénégalais ruraux ne couvrent pas leurs besoins alimentaires minimums grâce à leurs seules productions vivrières de céréales⁸.

Cette grande dépendance aux marchés indique que toute variation des prix sur le marché international se répercute sur le marché national et donc sur la capacité des ménages à se procurer des aliments de consommation courante et à subvenir à leurs besoins. La hausse des prix est de loin le facteur le plus important, contribuant à la vulnérabilité alimentaire des ménages.

La crise de 2008 a été marquée par une hausse des prix (+67 pour cent pour le riz ordinaire, aliment de base) dont les effets se font encore ressentir, le niveau général du prix des denrées est resté au-dessus de son niveau d'avant la crise.

Les marchés céréaliers, et en particulier celui du riz importé, sont caractérisés par une forte concentration⁹ qui a exacerbé la hausse des prix de 2008 et pénalisé le consommateur.

Les filières des céréales locales ont tendance à être moins efficaces, soumises en particulier à d'importantes variations saisonnières des disponibilités et des prix. Alors que le marché du riz importé est en mesure de répondre rapidement aux changements de la demande pendant toute l'année, le marché des céréales sèches est caractérisé par d'importants goulots d'étranglements au niveau de la collecte et du stockage qui limitent la rapidité de réapprovisionnement, notamment en période de soudure.

Les marchés de l'intérieur dépourvus de route permanente peuvent connaître des ruptures de stock au moment de la période d'enclavement en période hivernale. Ces marchés, souvent de taille réduite et à l'écart des grands axes de communication, desservis par un petit groupe de commerçants en position dominante, connaissent parfois des difficultés d'approvisionnement en cas d'augmentation brusque de la demande. Le contraste est net avec les marchés des grands centres urbains, bien achalandés tout au cours de l'année, où la clientèle et les vendeurs sont nombreux.

Problèmes environnementaux

Les problèmes d'ordre environnemental les plus récurrents sont :

- La forte diminution de la fertilité des terres dans huit villages sur dix;
- La diminution des superficies forestières et des produits de cueillette (70 pour cent des villages);
- L'érosion du sol touche (66 pour cent des localités visitées);
- La salinisation des terres, la baisse de la productivité de la pêche et la baisse de la pluviométrie dans la région de Ziguinchor.

Les zones forestières doivent faire face à une surexploitation due à la pression anthropique et animale et au changement climatique (notamment la désertification au nord du pays) qui ont entraîné déforestation et surpâturage. Le rythme de déboisement annuel pour l'utilisation du bois de combustible est deux fois plus élevé

⁸ Sont prises en considération dans cette analyse les cinq céréales principales cultivées par les ménages: mil, riz, maïs, sorgho et fonio.

⁹ On estimait en 2008 que cinq importateurs assuraient 81 pour cent du volume des transactions.



que celui de la reforestation. Pour ralentir l'empiétement du désert du Sahara, le Sénégal a annoncé en 2005 la promotion de la « Grande muraille verte », une frontière d'arbres s'étendant sur près de 7 000 km de Dakar à Djibouti sur le Sahel.

La précarité des conditions de vie des populations rurales

Alors qu'une large majorité des ménages interrogés (87 pour cent) a déclaré avoir eu des cas de maladies non chroniques au cours des douze derniers mois, 47 pour cent des villages n'ont pas d'accès direct à une quelconque infrastructure sanitaire fonctionnelle située à moins de 7 km.

Les maladies chroniques et le handicap pèsent également sur les ménages, indépendamment du milieu de résidence et de la région: 33 pour cent des ménages ruraux et 40 pour cent des ménages urbains ont un des leurs souffrant d'une maladie chronique ; 17 pour cent des ménages ruraux et 10 pour cent des ménages urbains ont un membre souffrant d'un handicap.

L'accès à l'eau est principalement un problème pour les ménages ruraux: pour environ les trois quarts d'entre eux (71 pour cent), il faut trente minutes ou plus pour aller chercher de l'eau potable¹⁰. Ces populations indiquent des problèmes récurrents limitant l'accessibilité tels que les pannes des pompes hydrauliques et le tarissement des points d'eau.

Les conditions générales de salubrité montrent encore l'iniquité entre les ménages ruraux et urbains. L'utilisation de toilettes améliorées¹¹ est l'apanage des ménages urbains (72 pour cent contre 38 pour cent pour les ruraux) tout comme le recours au camion de ramassage pour le traitement des ordures ménagères (58 pour cent pour les urbains contre 28 pour cent pour les ruraux). Plus de la moitié des ménages qu'ils soient urbains ou ruraux (58 pour cent) jettent leurs eaux usées dans la rue.

Pêche à la baisse

La pêche a longtemps occupé le premier poste en termes de rentrées de devises jusqu'en 2007 (22,2 pour cent de la valeur totale des exportations). Les ressources halieutiques assurent par ailleurs plus de 70 pour cent des apports en protéines d'origine animale pour la population au Sénégal.

Depuis quelques années, ce sous-secteur traverse une crise dont la principale cause est la surexploitation des ressources halieutiques, notamment celles des zones démersales. Les effets de cette surexploitation se traduisent principalement par la baisse des rendements des unités de pêche, la fermeture de plusieurs unités de transformation des produits de la pêche et la réduction du nombre de navires en activité.



¹⁰ Y compris le temps pour l'aller-retour ainsi que le temps d'attente sur place.

¹¹ Latrines avec chasse d'eau ou fosses septiques.



Enclavement des villages et manque d'infrastructures de transport

Seules 33 pour cent des communautés rurales sont connectées par route bitumée. 48 pour cent sont connectés via chemin ou piste de brousse, le reste ne bénéficiant d'aucun réseau praticable. Conséquemment environ les deux tiers des ménages ruraux et un tiers des ménages urbains ont des problèmes d'accessibilité physique aux marchés, et ce surtout de juin à septembre en raison des intempéries.

-Recommandations-

Disponibilité

- L'augmentation de la production céréalière locale grâce à une meilleure maîtrise de l'eau, à une meilleure disponibilité de semences de qualité adaptées aux conditions climatiques du pays, à la professionnalisation des producteurs et la mise en place d'un plan d'utilisation optimale des terres
- La mise en place de banques céréalières villageoises et de stocks de sécurité
- Promouvoir un développement de l'élevage soutenable pour l'environnement
- Promouvoir la production halieutique soutenable pour l'environnement

Accessibilité

- Promouvoir la production d'autres cultures de rente et la diversification d'activités génératrices de revenu
- Etablir des marchés fonctionnels et améliorer les infrastructures routières
- Etablir un système de protection social ciblant la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables et des enfants malnutris, surtout en période de soudure

Utilisation

- Renforcer les pratiques de base telles que l'hygiène, la diversification alimentaire, la consommation des produits frais, des aliments fortifiés et également des pratiques de prévention de la diarrhée chez les enfants
- Promouvoir l'accès des ménages à l'eau potable
- Améliorer la prise en charge nutritionnelle des enfants souffrant de la malnutrition aigüe modérée et sévère
- Introduire les farines enrichies dans l'alimentation des élèves des écoles à cantine et promouvoir leur production au niveau communautaire
- Continuer la supplémentation biannuelle en vitamine 'A' de même que les efforts pour l'iodation universelle du sel



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Inge Breuer, Directrice et Représentante
Inge.breuer@wfp.org

Kokou Amouzou, Analyste des données
kokou.amouzou@wfp.org

Innocent Gamli, Chargé de Programme VAM
atsuvi.gamli@wfp.org

Siemon Hollema, Conseiller technique
siemon.hollema@wfp.org

Gnagna Ndiaye, Nutritionniste
gnagna.ndiaye@wfp.org

Maria Luigia Perenze, Chargée de Programme VAM
marialuigia.perenze@wfp.org